



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Agriculture

Question écrite n° 55

Texte de la question

M Jacques Godfrain attire l'attention de M le ministre de l'agriculture et de la forêt sur le décret du 25 mars 1986 relatif aux fiches de données de sécurité (FDS). En effet, ce décret vise à l'établissement de fiches de données de sécurité, pour les produits antiparasitaires à usage agricole. Or ces fiches ne répondent pas aux besoins des utilisateurs agricoles. Les produits antiparasitaires à usage agricole font déjà l'objet d'un étiquetage exhaustif mentionnant tous les renseignements nécessaires pour l'utilisateur. En outre, la protection des travailleurs agricoles exposés aux produits antiparasitaires vient d'être renforcée par le décret du 27 mai 1987, qui prévoit que l'employeur est tenu de remettre un document écrit à tout travailleur exposé aux produits, de manière à l'informer des risques qu'il encourt et des précautions à prendre pour éviter ces risques. Tenant compte de ces affirmations, les informations que l'on trouve dans les fiches de données de sécurité sont sans réelle utilité pour les travailleurs agricoles. Il lui souligne par ailleurs que la fiche de données de sécurité, normalisée par l'Afnor en février 1987 (NFT 01-100), a été uniquement conçue pour les produits chimiques à usage industriel, comme en témoigne d'ailleurs son titre : « Produits chimiques à usage industriel - Fiche de données de sécurité - Plan type ». En outre, la diffusion d'une telle fiche pour les produits antiparasitaires à usage agricole est difficilement applicable en pratique, compte tenu du nombre important de produits sur le marché et du nombre de personnes auxquelles vont être envoyées ces fiches (distributeurs et utilisateurs). Il lui demande donc si en raison de la protection dont font l'objet les produits antiparasitaires à usage agricole, il ne lui apparaît pas opportun d'exclure ces mêmes produits du champ d'application de l'article R 231-46-1 du code du travail.

Texte de la réponse

Reponse. - L'article R 231-47 du code du travail introduit par le décret no 79-230 du 20 mars 1979, dispose que les informations relatives à la composition des substances ou préparations dangereuses et aux risques qu'elles présentent pour les utilisateurs doivent être portées à la connaissance des chefs d'établissement. Par ailleurs, le décret no 87-361 du 27 mai 1987 relatif à la protection des travailleurs agricoles exposés aux produits antiparasitaires à usage agricole impose aux chefs d'établissement une obligation d'informer les travailleurs exposés aux produits antiparasitaires des risques qu'ils encourent et des précautions à prendre pour éviter ces risques. Ils doivent, pour ce faire, remettre un document écrit. Il convient d'observer que les chefs d'établissement ne peuvent remplir leurs obligations que si, eux-mêmes, sont au préalable informés de ces risques. Le décret no 87-200 du 25 mars 1987 a pour objet de répondre à cette nécessité en instaurant le régime des fiches de données de sécurité (FDS). Ces fiches, élaborées par le fabricant, doivent comporter des indications relatives à l'identification des produits, à leurs propriétés physico-chimiques et toxicologiques, aux précautions que nécessitent leur stockage, leur utilisation et leur destruction éventuelle, ainsi qu'aux mesures à prendre en cas d'accident. Ce décret impose ainsi une circulation de l'information du concepteur du produit vers l'utilisateur. Les chefs d'établissement auxquels s'associent les médecins du travail peuvent alors, en toute connaissance de cause, prendre les mesures appropriées pour protéger leurs salariés des risques qu'ils encourent et mettre en œuvre si nécessaire une surveillance médicale spéciale. Des exemples récents d'accidents ont montré qu'une véritable information appropriée des utilisateurs sur les propriétés des produits aurait permis de les éviter ou, du moins, d'en limiter les conséquences. Diverses initiatives privées, telles que celle de l'union des industries chimiques sous l'impulsion d'organisations professionnelles, ont déjà permis la

mise en place de systemes de fiches, dont le libelle a, par ailleurs, fait l'objet d'une norme qui va etre reprise par la reglementation europeenne. Cette fiche de donnees de securite n'a de reelle utilite que si elle fait apparaitre, pour chaque produit ou famille de produits similaires, leur toxicite propre et les precautions particulieres pour leur utilisation. L'utilisation d'un produit toxique requiert une meme vigilance pour les travailleurs qui les manipulent, qu'il soit a usage agricole ou a usage industriel. Le salarie agricole est en droit d'exiger dans sa vie professionnelle un niveau de securite et une protection equivalents a ceux des travailleurs occupes dans d'autres secteurs d'activite. Il faut rappeler enfin que des dispositions analogues existent deja dans certains pays de la Communaute economique europeenne, que l'harmonisation europeenne en cours des legislations nationales, introduite par voie de directives communautaires, implique la plus large information sur les proprietes des substances et preparations dangereuses, en matiere de sante et de securite des travailleurs en milieu de travail. Tous ces points ont ete evoques au sein de la commission nationale d'hygiene et de securite du travail en agriculture qui a eu a donner son avis sur le nouvel article R 231-46-1 du code du travail, a laquelle participent des representants des fabricants des produits chimiques. J'ai cependant conscience des difficultes pratiques que peuvent rencontrer les fabricants et les distributeurs des produits antiparasitaires a usage agricole. C'est pourquoi j'ai invite mes services a elaborer un projet de decret tendant a etabli des modalites particulieres d'application de l'article R 231-46-1 precite, pour ce qui concerne ces produits. Ces modalites devront offrir des garanties de controle et une efficacite equivalente aux fiches de donnees de securite tout en ecartant les difficultes que leur diffusion est susceptible d'entrainer. Ce projet sera prochainement soumis a l'avis des organisations professionnelles d'employeurs et de salaries, a l'examen des instances nationales prevues aux articles L 231-1-3 et L 231-3 du code du travail ainsi que de la commission des communautes europeennes en application de la directive 83/189/CEE Les avis qui seront ainsi recueillis permettront a mon departement, ainsi qu'a celui charge du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de determiner la possibilite, eu egard notamment aux directives communautaires, de retenir des modalites simplifiees pour les produits antiparasitaires a usage agricole.

Données clés

Auteur : [M. Godfrain Jacques](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 55

Rubrique : Produits dangereux

Ministère interrogé : agriculture et forêt

Ministère attributaire : agriculture et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 juillet 1988, page 2102